

Jardins en ville : l'agriculture urbaine comme moteur écologique en Europe centrale et orientale

Description

Alors que les villes d'Europe centrale et orientale sont confrontées au défi de la transition écologique, un phénomène ancien refait surface sous une nouvelle forme : l'agriculture urbaine. Héritée des pratiques socialistes de subsistance, elle est devenue un outil stratégique de résilience et de transformation durable.

Dans les villes d'Europe de l'Est, les potagers urbains ne sont pas un engouement récent mais le prolongement d'une tradition solidement ancrée dans l'histoire des régimes socialistes. En effet, c'est durant la période soviétique, dans les États satellites de l'URSS, que l'autoproduction alimentaire s'est organisée autour de datchas et de jardins communautaires, véritables refuges ruraux insérés dans le tissu urbain.

Des racines anciennes pour un avenir plus vert

Attribuées par les entreprises d'État ou les municipalités, ces parcelles répondaient à la fois à des pénuries chroniques et à un besoin de respiration pour des citoyens soumis à la densité de la ville. Sous leur apparente modestie, elles ont joué un rôle majeur dans l'économie quotidienne : une économie parallèle s'est développée, souvent informelle, où se sont exprimées des formes de résilience populaire et d'autonomie alimentaire, bien avant que ces notions ne deviennent des revendications contemporaines.

Aujourd'hui, alors que les villes d'Europe centrale et orientale sont aux prises avec l'inflation, la dépendance à l'égard des importations et l'insécurité alimentaire, cet héritage refait surface avec une pertinence renouvelée. Ce qui était autrefois un moyen de subsistance devient un geste politique, une réponse concrète à des problèmes désormais mondiaux.

Ce « retour » du potager s'inscrit donc dans une continuité. Contrairement à d'autres régions où ces pratiques sont à réinventer, en Europe de l'Est, elles n'ont jamais disparu. Elles sont toujours vivantes, portées par une mémoire sociale qui s'est transmise sans discontinuité.

Techniques culturelles, rotation des semences, irrigation traditionnelle : autant de savoirs pratiques, hérités et appliqués sans faste, mais avec une rigueur intacte. À Sofia, Vilnius ou Cluj, des jardiniers discrets et souvent âgés cultivent encore ces parcelles, perpétuant un art de l'autosuffisance fondé sur l'expérience et l'ingéniosité. Leur pratique échappe à la logique commerciale et à la mode. Elle inspire aujourd'hui de jeunes citoyens en quête de sens, attirés par sa sobriété effective autant que par sa dimension profondément locale. Ces racines anciennes ne sont pas que folkloriques : elles sont actives et fécondes et offrent une précieuse piste de réflexion sur la transition écologique. C'est une voie modeste, mais au potentiel réel, ancrée dans les marges et les actes de la vie quotidienne.





Jardin urbain collectif à Varsovie (Pologne). Intégration d'un espace de production alimentaire au sein d'un quartier résidentiel dense, impliquant les habitants, les associations et les écoles. Ce type d'initiative illustre le renouveau des pratiques d'autosuffisance héritées de l'ère socialiste (Copyright iStock).

Reconquérir les espaces urbains

Dans les villes post-socialistes, l'urbanisme hérité de l'économie planifiée a laissé un paysage fragmenté, ponctué de friches industrielles et d'interstices oubliés. Autant d'espaces délaissés, souvent en marge du tissu urbain, qui deviennent aujourd'hui le lieu d'expérimentations citoyennes inattendues. De Varsovie à Belgrade, ces marges s'habillent de vert. Là où le béton semblait avoir détruit toute vitalité, surgissent des parcelles de culture, des serres artisanales et des cabanes de fortune. Sur les ruines du productivisme émerge une forme modeste et inventive d'urbanisme au quotidien. Porté par des habitants, agissant souvent en dehors des cadres institutionnels, ce mouvement s'enracine dans la réalité, dans la volonté de redonner un usage et un sens à des lieux désertés.

Ces jardins ne servent pas uniquement à produire de la nourriture. Ce sont des espaces d'apprentissage collectif, de soins et de coopération. Ils inventent des formes de gouvernance horizontale, réparent les liens sociaux et repensent le rapport à la ville, non plus comme une contrainte, mais comme un espace à habiter différemment. Ils permettent d'échapper à la dépendance des marchés, tout en rétablissant une continuité entre le territoire et les usages. À Prague, le projet Prazelenina, installé sur une ancienne emprise ferroviaire, est devenu un laboratoire vivant : potagers partagés, ateliers collectifs, événements culturels en plein air. À Bucarest, Jardinul Comunitar fait souffler un vent de fraîcheur sur un quartier densément construit, révélant le pouvoir transformateur du végétal dans une ville marquée par la spéculation foncière. Ces exemples témoignent d'une dynamique ascendante, diffuse mais persistante, où la ville se réinvente à partir de ses marges. Si l'essentiel de l'initiative vient des habitants, certaines municipalités commencent à en reconnaître l'importance. À Ljubljana, Capitale verte de l'Europe en 2016, des programmes publics de soutien aux micro-fermes urbaines et aux circuits courts de distribution ont été mis en place, intégrant les initiatives citoyennes sans les dénaturer. Là, l'institution accompagne sans absorber, laissant place à une co-construction prudente mais fructueuse.

Dans ces expériences, la ville devient un lieu de nourriture, d'éducation et de relation. Au-delà de leur fonction agricole, les jardins urbains deviennent aussi des lieux de transmission, d'échange, voire de réparation. Ils réintroduisent la lenteur, l'attention et le soin du vivant dans des espaces longtemps considérés comme résiduels. Ces réappropriations sont sous-tendues par une critique silencieuse mais puissante de l'urbanisme spéculatif qui a marqué les années 1990. Ici, ce n'est plus la rentabilité au mètre carré qui guide l'usage, mais la valeur d'usage, le partage et la durabilité. La ville n'est plus une surface à valoriser, mais un territoire à habiter – ensemble.



Friche urbaine en cours de verdissement à Bratislava (Slovaquie). Un exemple de conversion douce d'un espace abandonné en un pôle de biodiversité urbaine. Ce type d'intervention reflète un changement dans la perception des marges urbaines, désormais considérées comme des fondations potentielles pour la résilience écologique (Copyright : Adobe Stock).

Un outil pour la justice sociale et environnementale

Dans les villes post-socialistes, marquées par les bouleversements économiques des années 1990, l'agriculture urbaine s'affirme comme un levier d'accès aux ressources essentielles, au premier rang desquelles l'alimentation. Les crises successives, la hausse des loyers, la privatisation des services publics et, plus récemment, les effets de l'inflation et des conflits géopolitiques ont accru la vulnérabilité de nombreux ménages. Dans ce contexte, les jardins potagers offrent un filet de sécurité tangible : ils permettent à certains ménages de compléter leur alimentation en dehors des circuits commerciaux, souvent coûteux ou inadaptés.

Mais leur portée va au-delà de la simple production alimentaire. Ces espaces réintroduisent un rapport direct à la nourriture, à travers des pratiques concrètes : cultiver, cuisiner, partager et transmettre. Ils redonnent du sens à l'acte de manger, hors de la logique du marché ou de l'assistanat. C'est une forme d'autonomie collective qui s'invente, sobre mais digne, où chacun redevient responsable de sa propre subsistance. Ces pratiques répondent également à une question environnementale urgente : l'empreinte carbone de nos systèmes alimentaires. En raccourcissant les circuits de distribution et en limitant les chaînes de transport, d'emballage et de froid, l'agriculture urbaine remet en cause l'architecture lourde et énergivore de l'agro-industrie mondialisée. Lorsqu'ils s'appuient sur le compostage, des outils partagés et des techniques agro-écologiques, ces espaces cultivés réduisent de manière significative les émissions liées à l'alimentation. Leur impact n'est pas tant quantitatif que symbolique : ils incarnent une autre façon de produire et de consommer, plus lente, plus locale et plus respectueuse des cycles naturels. Ils deviennent ainsi les laboratoires d'une alimentation post-carbone, esquissant un lien concret entre justice sociale et transition écologique.

Produire mieux, partager plus, consommer moins : c'est une équation simple, mais profondément transformatrice.

Dans les sociétés d'Europe centrale et orientale, la dimension sociale et communautaire de ces initiatives ne peut toutefois être appréhendée sans tenir compte du traumatisme politique des années 1990. Le rejet massif des régimes socialistes s'est souvent accompagné d'une méfiance durable à l'égard de tout ce qui évoquait le « collectif », le « partagé » ou le « commun », perçus comme les prolongements symboliques d'un système imposé et discrédité. Dans de nombreux pays, cette rupture s'est traduite par une valorisation marquée de l'autonomie individuelle, de la propriété privée et de la réussite personnelle, au détriment des formes d'organisation communautaires. Les jardins collectifs ont ainsi longtemps été regardés avec suspicion, assimilés à des pratiques archaïques ou à des survivances indésirables du passé socialiste.

Depuis une dizaine d'années, cette lecture tend néanmoins à évoluer. Sans renouer avec les cadres idéologiques du socialisme, une nouvelle génération d'initiatives redéfinit le « commun » sur des bases pragmatiques, locales et volontaires. Le partage n'y est plus imposé mais choisi, fondé sur l'entraide, la réciprocité et l'utilité concrète. La montée des inégalités, la précarisation urbaine et les crises successives ont contribué à réhabiliter des formes de solidarité de proximité, débarrassées de leur charge politique passée. Les jardins urbains deviennent alors des espaces de recomposition du lien social, où la coopération se construit autour d'objectifs tangibles, produire, se nourrir, préserver un cadre de vie, plutôt que sur des référents idéologiques. Cette évolution témoigne d'un déplacement profond du rapport à la question sociale dans l'Europe post-socialiste, où les pratiques collectives ne sont plus synonymes de contrainte, mais d'une réponse souple et concrète aux vulnérabilités contemporaines.

Références :

- Flaminia Paddeu, « [De l'agriculture urbaine à la justice alimentaire - Entretien avec Nathan McClintock et Christophe-Toussaint Soulard](#) », *Urbanités*, 2022.
- Flaminia Paddeu, « [L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise: la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale](#) », VertigO, 2012.
- RUAF Foundation, « [L'Aspect Économique de l'Agriculture Urbaine](#) », RUAF Urban Agriculture and Food Systems, 2017.
- Fondation de l'Écologie Politique, « [Aspects méconnus de l'agriculture urbaine](#) », Reportage vidéo, 2022.
- POPSU, « [POPSU Transitions - Politiques territoriales pour la transition écologique](#) », 2021.
- INRAE, « [Just Scapes : un projet pour plus de justice environnementale en Europe](#) », 2023.
- Pour la Solidarité, « [L'Agriculture urbaine en Europe : Enjeux, innovations et perspectives](#) », 2017.
- Ludovic Brossard, « [Les futurs paysans vivent aujourd'hui en ville](#) », 15 novembre 2024.
- Flaminia Paddeu, *Sous les pavés, la terre*. Paris : Éditions du Seuil, 2014.

Vignette : Jardin urbain à Varsovie - Pologne (copyright Pixabay).

* Baptiste Richeux est étudiant à l'ESSCA School of Management.

Pour citer cet article : Baptiste Richeux (2026), « Jardins en ville : l'agriculture urbaine comme moteur écologique en Europe centrale et orientale », *Regard sur l'Est*, 18 mai.

DOI

10.5281/zenodo.20366148



[Retour en haut de page](#)

date créée

18/05/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Baptiste Richeux*